

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ
ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4E RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	11
Annexe 2 - Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté	14
Annexe 3 - Soutien aux innovations sociales	17
Annexe 4 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - Volet investissement	22
Annexe 5 - Réaffectation partielle	27
Annexe 6 - Renouvellement de la convention de partenariat avec Emmaüs	30
Annexe 7 - Renouvellement de la convention avec la FNPC	42

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vise à mettre en oeuvre, en 2025, la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, pour un montant d'affectation de 400 000 € en fonctionnement et de 308 300 € en investissement.

1. Mise en oeuvre du fonds régional de solidarité et de soutien aux familles - Fonctionnement –

1.1. Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

La Région Île-de-France agit en soutien des actions associatives en faveur de l'insertion des franciliens en situation précaire. Ainsi, elle agit en faveur des publics en situation de mal-logement avec la mise en œuvre d'interventions innovantes et participatives.

Le rapport a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant total de **20 000€**, au profit d'un projet destiné aux populations franciliennes les plus précaires.

1.2. Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté

Le rapport a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant total de **20 000 €** en faveur d'un projet à destination de femmes précarisées et isolées avec ou sans enfants.

Le projet vise à permettre l'accueil et le soutien des femmes en situation de précarité souffrant de maladie chronique, améliorer leur accès aux soins et à renforcer leur estime de soi.

2. Aide régionale aux projets innovants en faveur des personnes en situation précaire – Investissement

Le rapport a pour objet d'attribuer 2 subventions, d'un montant total de **44 300 €** en faveur de projets socialement innovants dans l'objectif de répondre aux problématiques des personnes précaires.

Les associations soutenues développent des modalités de prises en charge innovantes en faveur de la santé quotidienne des franciliens en situation de grande précarité.

3. Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance – Investissement

Le rapport a pour objet d'attribuer 2 subventions, d'un montant total de **220 000 €**, en faveur de projets socialement innovants dans l'objectif de répondre aux problématiques de garde des enfants, notamment en milieu rural.

Ainsi, la Région soutient des projets innovants de mode de garde de la petite enfance, dont les objectifs sont l'aide à l'insertion professionnelle des parents des enfants accueillis mais également l'inclusion d'enfants en situation de handicap pour l'un et l'accueil et l'accompagnement parental de femmes séropositives au VIH et de leurs enfants pour l'autre.

4. Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes – 2ème affectation du solde de la subvention

Le présent rapport vise à affecter un montant de **360 000 €** au « Centre francilien de ressources

pour l'égalité femmes-hommes ». Cette affectation correspond au deuxième versement de la subvention de 900 000 € inscrite au budget 2025. Elle intervient dans le cadre de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2024-2026 signée avec l'organisme, adoptée par délibération n°CP 2024-008 du 31 janvier 2024, et fixant les objectifs suivants :

- Promouvoir l'éducation à l'égalité des filles et des garçons.
- Positionner l'Observatoire régional des violences faites aux femmes comme l'outil de référence en Île-de-France.
- Elargir et coordonner le réseau des acteurs franciliens de l'égalité femmes-hommes.
- Animer et faire partager la plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes.
- S'affirmer en tant qu'organisme de formation de référence sur les enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les violences faites aux femmes.

5. Réaffectation partielle de subvention

Il est proposé de procéder à l'affectation d'un solde de subvention d'un montant d'autorisations de programme de **44 000 €** au bénéfice de SA D'HLM EMMAUS HABITAT, pour laquelle une subvention, initialement allouée par la délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 au titre du dispositif innovation sociale n'a pu être versée en raison de l'absence d'une demande complète reçue avant la date de caducité de la subvention. La fiche projet correspondante est portée en annexe 5 à la présente délibération.

6. Renouvellement de la convention de partenariat avec Emmaüs France

L'association Emmaüs France a initié la politique de grand partenariat de la solidarité de la Région Île-de-France en 2017.

Ce partenariat acte des objectifs communs pour l'Île-de-France, et permet une lisibilité des actions des entités du mouvement Emmaüs sur le territoire et en réponse aux problématiques anciennes et émergentes des franciliennes et franciliens en situation de précarité.

Le renouvellement de la convention vient consolider les relations partenariales entre la Région et Emmaüs France. Elle a également pour but de favoriser l'émergence de nouvelles actions solidaires.

7. Renouvellement de la convention de partenariat avec la Fédération Nationale de la Protection Civile

La Fédération nationale de la Protection civile et la Région Île-de-France partagent une ambition et des objectifs communs pour faire de l'Île-de-France un territoire avancé en matière de protection sanitaire et civile des Franciliens.

Le présent rapport propose ainsi l'adoption du renouvellement de la convention de partenariat avec la Fédération nationale de la Protection civile qui formalise l'engagement de ces deux organismes à travailler conjointement pour une Région solidaire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4E RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n°CR 08-16 modifiée du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7^{ème} rapport pour 2018 » ;

VU la délibération CP 2019-066 du 19 mars 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 2^{ème} rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n°CP 2019-337 du 18 septembre 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 5^{ème} rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP 2023-155 du 1er juin 2023 portant adoption de la charte « Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 »

VU la délibération n° CP 2024-008 du 31 janvier 2024 – Jeunesse et promesse républicaine –

Fonctionnement et investissement – 1er rapport pour 2024 ;

VU la délibération n°CP 2024-116 du 28 mars 2024 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 2e rapport pour 2024 » ;

VU la délibération n°CP 2024-327 du 15 novembre 2024 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2024 » ;

VU la délibération n°CP 2025-131 du 19 juin 2025 Oriane - Jeunesse et promesse républicaine - 3ème rapport ;

VU le budget de la région Île-de-France 2025 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-264 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000€**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en fonctionnement adoptée par délibération n°CP2024- 327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 20 000€ disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2025.

Article 2 : Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en fonctionnement adoptée par délibération n°CP2024- 327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 20 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2025.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en

situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **44 300€**.

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action Sociale et Santé en investissement adoptée par délibération n°CP2024- 327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 44 300€ disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

Article 4 : Affectation en investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance », au financement de 2 projets détaillés en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **220 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type Action sociale et Santé en investissement adoptée par délibération n°CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 220 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) code fonctionnel 4228 – Autres actions en faveur de la petite enfance, programme HP4228-001 « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance » au titre du budget 2025.

Article 5 : Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes – 2ème affectation du solde de la subvention

Décide d'attribuer au Centre Hubertine-Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes-hommes, une deuxième affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de **360 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme HP341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 13400102 « Centre de ressource égalité femmes / hommes – ORVF » du budget 2025.

Article 6 : Affectation de crédits pour le dossier 25004407 à la suite d'une erreur du bénéficiaire

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **44 000€**.

Subordonne le versement de cette subvention d'investissement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type Action sociale et Santé en

investissement adoptée par délibération n°CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 44 000€ disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » code fonctionnel 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

Article 7 : Renouvellement de la convention de partenariat avec Emmaüs France

Approuve la convention de partenariat avec Emmaüs France présentée en annexe 6 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Renouvellement de la convention de partenariat avec la Fédération Nationale de la Protection Civile

Approuve la convention de partenariat avec la Fédération Nationale de la Protection Civile présentée en annexe 7 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

DOSSIER N° EX093587 - Soutien à la cohabitation intergénérationnelle

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65742-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	250 000,00 € TTC	8,00 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE 2 GENERATIONS
Adresse administrative : 31B AVENUE VILLENEUVE L'ETANG
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre LEPETIT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la cohabitation intergénérationnelle

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association Ensemble 2 Générations met en place un dispositif de cohabitation intergénérationnelle avec la mise à disposition du logement d'un sénior auprès d'un jeune en échange de présence, de services ou d'un loyer modeste.

Les jeunes jouent un rôle crucial dans le soutien aux personnes âgées, contribuant de manière significative à leur bien-être et à leur maintien à domicile.

Ce dispositif permet de lutter contre l'isolement des personnes âgées mais aussi contre la précarité locative des jeunes franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération et charges de personnel	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	8,00%
Aide privée	24 910,00	9,96%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	205 090,00	82,04%
Total	250 000,00	100,00%

Annexe 2 - Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté

DOSSIER N° EX091646 - Femmes en difficulté - Autonomisation des femmes en situation de précarité et avec une maladie chronique

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	430 230,00 € TTC	4,65 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE

Adresse administrative : 14B RUE JULES SAULNIER
93200 SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Abdon GOUDJO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : autonomisation des femmes en situation de précarité et avec une maladie chronique

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Ikambere propose d'accompagner les femmes en situation de grande précarité et vivant avec une maladie chronique (VIH, un diabète, une obésité, une hypertension artérielle) vers l'autonomie. L'objectif du projet est de déployer plus précisément l'accompagnement autour des femmes atteintes du diabète, d'obésité et d'hypertension artérielle.

Pour cela, le projet favorise :

- L'amélioration des conditions et de l'environnement de vie (accès aux droits, aux soins, au logement, à l'emploi)
- L'accès et la compréhension des informations en santé,
- Une alimentation de qualité et la pratique régulière d'une activité physique,
- L'estime de soi et la confiance en soi,
- La création du lien social entre paires.

Le projet a lieu au sein des trois centres de ressources d'Ikambere en Ile-de-France : la Maison accueillante (93) : accompagnement global des femmes vivant avec le VIH, Igikali la Maison apaisante

(94) : accompagnement global des femmes vivant avec un diabète, une obésité et/ou une HTA, Ikirambi la Maison reposante (95) : séjours de répit et de reconstruction pour les femmes en situation de grande vulnérabilité socioéconomique et de santé.

Le projet vise à venir en aide à 600 franciliennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS
- IVRY-SUR-SEINE
- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations mobilières et immobilières	217 000,00	50,44%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	56 000,00	13,02%
Frais postaux et de télécommunications	17 500,00	4,07%
Rémunérations du personnel	83 975,00	19,52%
Charges sociales et de personnel	42 708,00	9,93%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	13 047,00	3,03%
Total	430 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	4,65%
Département (93)	20 000,00	4,65%
Commune et groupement de collectivités (St Denis, Paris, Ivry-sur-Seine)	19 000,00	4,42%
Ministère (ARS IDF, ARS ISS, ARS 94, DRHIL 93, Pref IDF)	270 292,00	62,83%
Organismes sociaux (CPAM 94)	25 000,00	5,81%
Aide privée (fondations d'entreprise)	75 938,00	17,65%
Total	430 230,00	100,00%

Annexe 3 - Soutien aux innovations sociales

DOSSIER N° EX093888 - Travaux de regroupement des locaux de l'espace psychanalytique d'orientation et de consultations (EPOC)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	56 548,00 € TTC	35,37 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'EPOC L'ESPACE PSYCHANALYTIQUE
D'ORIENTATION ET DE CONSULTATIONS

Adresse administrative : 18 RUE GEORGES THILL
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame NATACHA VELLUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : regroupement des locaux de l'espace psychanalytique d'orientation et de consultations (EPOC)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 15 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le lieu d'accueil de l'espace psychanalytique d'orientation et de consultations (EPOC) est une réponse différente, inédite mais complémentaire des structures du secteur public et d'autres structures de soins. L'ÉPOC est connu pour sa réactivité, son dispositif d'accompagnement psychologique facile et rapide d'accès.

Actuellement, il existe deux espaces d'accueil et de suivi thérapeutique à Paris 19^e pour des jeunes et des adultes en vulnérabilité psychique et sociale, en errance, et un centre de ressources " Santé psychique – Habitat " pour les personnes ayant un problème de santé lié à l'habitat, risquant l'expulsion, pour les violences intrafamiliales et conjugales, les personnes victimes de traumatismes et les aidants familiaux.

La structure est innovante dans son modus operandi, proposant ainsi un accueil rapide, d'accès facile, d'écoute et de parole avec des modalités d'accompagnement thérapeutique et d'apaisement innovants sur ou sans rendez- vous, la semaine et le week-end, pour toutes les franciliens et franciliennes en

situation de précarité en faisant la demande.

Avec l'accord de la mairie du 19^e arrondissement, l'association a l'opportunité de réunir ces trois lieux en un même site (rue Georges Thill dans le 19^e arrondissement parisien.

Ce projet nécessite des travaux de rénovation pour un local de 150 m2 dont RATP Habitat est le propriétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	47 631,00	84,23%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	647,00	1,14%
Equipement informatique - Investissement	5 000,00	8,84%
Autres dépenses d'investissement (signalétiques du bâti, vitrine)	3 270,00	5,78%
Total	56 548,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	35,37%
Commune et groupement de collectivités	20 000,00	35,37%
Aide privée (Fondation Vinci)	10 000,00	17,68%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	6 548,00	11,58%
Total	56 548,00	100,00%

DOSSIER N° EX093234 - Soutien à la création d'un Mobil'douche

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20421-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	90 000,00 € TTC	27,00 %	24 300,00 €
Montant total de la subvention			24 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPAUL FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DES PERICHAUX
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Quentin CHAMBON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un Mobil'douche

Dates prévisionnelles : 6 octobre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association DEPAUL FRANCE développe la solution innovante de Mobil'douche pour aller au plus près des grands exclus, installés sur le trottoir, et leur proposer un moment d'attention : une douche chaude, des produits de toilette, des vêtements propres, un coin détente, du lien social autour d'une boisson chaude.

Cet outil permet aussi d'orienter vers l'accompagnement social adéquat, de travailler l'estime de soi et de rompre l'isolement.

Chaque passage avec cuve pleine permet 6 à 8 douches mais en réalité près d'une quinzaine de personnes sont accueillies par maraude. Active en août, pendant les périodes de canicule, la Mobil'douche permet aux bénéficiaires de maintenir une hygiène corporelle lorsque la majorité des services de ce type sont fermés.

Le circuit du camion est déterminé avec le Samu Social qui coordonne les actions des associations locales et des maraudes, et a une connaissance fine du terrain et des besoins des grands exclus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	20 000,00	22,22%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	5 000,00	5,56%
Véhicules - Investissement	65 000,00	72,22%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	24 300,00	27,00%
Commune et groupement de collectivités	36 700,00	40,78%
Aide privée	29 000,00	32,22%
Total	90 000,00	100,00%

Annexe 4 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - Volet investissement

DOSSIER N° EX092567 - Création d'un multi accueil à vocation d'insertion professionnelle de 60 berceaux dont 28 créations de places à Morigny Champigny (91)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-4228-2041582-142001-300

Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	3 951 877,00 € TTC	5,06 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAESE CA ETAMPOIS SUD ESSONNE

Adresse administrative : 76 RUE SAINT JACQUES
91150 ETAMPES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Johann MITTELHAUSSER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2023 - 1 septembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :


Le projet, porté par la Communauté d'Agglomération d'Etampes qui regroupe 37 communes, consiste à transplanter un multi-accueil de 32 places sur un autre site avec une augmentation de 28 places d'accueil soit 60 places à la fin du projet.

Il s'agira de contribuer à l'intégration sociale des enfants dont les familles sont inscrites dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle avec pour objectif d'atteindre 30 % des places d'accueil dans le cadre du dispositif "crèche AVIP" (crèche à vocation d'Insertion Professionnelle).

Par ailleurs, la construction de locaux spacieux et adaptés, favorisera l'inclusion des enfants à besoins spécifiques avec notamment l'aménagement d'un espace Snoezelen dont le but est de recréer une ambiance agréable via une sollicitation douce des 5 sens telles que de la musique douce ou de la lumière tamisée. Des temps d'accueil en petits groupes pourront y être proposés.

Enfin, trois professionnelles, la Référente handicap Enfance, la psychologue, et la Référente Santé Accueil Inclusion en petite enfance, sont recrutées à temps complet.

Elles coordonnent et mettent en place des actions dans le cadre de l'accueil des enfants porteurs de handicap des établissements d'accueil de la Communauté d'agglomération d'Etampes.

Localisation géographique : MORIGNY-CHAMPIGNY**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires - Investissement	657 640,00	16,64%
Travaux - Investissement	2 737 807,00	69,28%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	145 000,00	3,67%
Autres dépenses d'investissement	411 430,00	10,41%
Total	3 951 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	5,06%
Commune et groupement de collectivités	2 727 877,00	69,03%
CAF	1 014 000,00	25,66%
Autres organismes sociaux	10 000,00	0,25%
Total	3 951 877,00	100,00%

DOSSIER N° EX089252 - Création d'un lieu d'accueil enfants-parents par l'association SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-4228-20422-142001-300

Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	40 181,00 € TTC	49,77 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Adresse administrative : 24 RUE DU LIEUTENANT LEBRUN
93000 BOBIGNY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ARMELLE GENEVOIS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2024 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le Laep1 (lieu d'accueil enfants-parents) de Sol est un espace convivial et gratuit, conçu pour accueillir de manière libre et sans inscription, les jeunes enfants de 0 à 4 ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, dont le besoin a été constaté dans le cadre de l'accompagnement et le suivi de femmes séropositives au VIH, prises en charge par l'association en période périnatale.

Le Laep1 de Sol est situé dans le site de l'association de Sol En Si. Il est intégré physiquement au multi-accueil Bambigny de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	40 181,00	100,00%
Total	40 181,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	49,77%
CAF	17 052,00	42,44%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes de marchandises, de produits finis)	3 129,00	7,79%
Total	40 181,00	100,00%

Annexe 5 - Réaffectation partielle

DOSSIER N° 25004407 - Réaffectation partielle - Réhabilitation d'une ancienne chapelle en hébergement pour les compagnons d'Emmaüs à Charenton-le-Pont (94)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	735 259,00 € TTC	5,98 %	44 000,00 €
Montant total de la subvention			44 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92-98 BOULEVARD VICTOR-HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Delphine DEPAIX, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaffectation du solde du projet de réhabilitation d'une ancienne chapelle en hébergement pour les compagnons d'Emmaüs à Charenton-le-Pont (94)

Dates prévisionnelles : 19 octobre 2018 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP2018-411 du 17 octobre 2018 pour prise en considération des dépenses aux dates de la fiche projet initiale.

Description :

Il s'agit d'une fiche projet rectificative pour réaffectation du solde, à la suite d'une erreur de compréhension de la structure concernant la date de caducité dans un contexte de transfert de subvention avec la Communauté Emmaüs Liberté mais aussi à la suite de difficultés liées au chantier (COVID et gel des chantiers pendant le 1er confinement, présence de squatteurs sur le site à réhabiliter qui ont mis du temps à être délogés à la reprise des travaux lors du déconfinement) qui n'ont pas permis de finaliser les travaux dans les délais et la subvention est devenue caduque.

Le montant du solde est de 44 000 € après avoir perçu le versement de 176 000 € d'avance et d'acompte sur le montant total de la subvention de 220 000 € dans le cadre du projet de réhabilitation d'une ancienne chapelle dont l'association est propriétaire à Charenton. L'objectif est d'offrir aux compagnons des conditions de vie et de travail décentes, répondant aux normes de sécurité.

L'ancienne chapelle construite en 1942 et le préfabriqué accolé à celle-ci, sont actuellement dans un état de vétusté avancé, et sont très éloignés des normes de confort, d'hygiène et de sécurité, y compris sur la

partie accueillant le public pour la vente (classée ERP).

Ils nécessitent des travaux lourds de restructuration avec une surélévation du toit pour accueillir des chambres, et la démolition du préfabriqué (non réhabilitable).

La subvention permettra la rénovation de six chambres et des espaces collectifs.

La mixité des activités (hébergement et insertion professionnelle) conduite par la communauté sur ce site, ainsi que la dimension de développement durable (circuits courts, réemploi et valorisation des déchets) caractérisent l'innovation sociale du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des dépenses restant à engager par la structure pour présentation du solde s'élève à 735 259,00€ TTC. Le montant de la subvention, correspondant au solde, est de 44 000€ soit 5,98%.

Localisation géographique :

 CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Foncier	183 968,00	25,02%
Travaux	398 400,00	54,18%
Honoraires	152 891,00	20,79%
Total	735 259,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emmaüs France	50 000,00	6,80%
Fonds propres (vente patrimoine)	45 000,00	6,12%
Subvention Ville	50 000,00	6,80%
Subvention Région (déjà versée)	176 000,00	23,94%
Emprunt	370 259,00	50,36%
Subvention Région réaffectée solde	44 000,00	5,98%
Total	735 259,00	100,00%

Annexe 6 - Renouvellement de la convention de partenariat avec Emmaüs



Convention de partenariat entre La Région Île-de-France et Emmaüs

ENTRE

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'Association Emmaüs France, située 47 avenue de la Résistance 93100 Montreuil,
Représenté par Monsieur Bruno MOREL, président,
Ci-après dénommée « Emmaüs France »,
D'autre part,

« La Région » et « Emmaüs France » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

L'Association Emmaüs France est une entité du mouvement Emmaüs, solidaire et laïc, engagé depuis 1949 dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Elle représente aujourd'hui un réseau de 300 structures ou groupes, qui interviennent dans les domaines de l'action sociale, de l'insertion, de l'économie solidaire, de l'hébergement et du logement. 12921 bénévoles, 7614 compagnons et 8 473 salariés dont 4210 en insertion œuvrent ainsi dans de nombreux champs de l'engagement au service des plus précaires, à travers notamment des communautés. En Île-de-France, 35 groupes sont actifs, parmi lesquels une dizaine de communautés hébergeant et insérant près de 900 compagnons.
En Ile de France : 35 structures sont implantées : 10 Communautés, 5 SOS Familles, 8 structures Action Sociale et Logement, 1 Comité d'amis, et 11 structures d'Insertion.
Soit 50 espaces de vente dont 5 dédiés au numérique / 15000 places en logement social / 80 centres d'hébergement et d'accueil de jour, la plateforme nationale de vente en ligne, une école du numérique.

La Région Ile-de-France met en œuvre avec la démarche Région solidaire, adoptée en juillet 2018, un plan en trois axes pour réduire les fractures sociales et territoriales : un pacte rural, un pacte avec les quartiers populaires, et un ensemble d'actions pour faire de l'Île-de-France une terre d'innovation sociale et d'engagements solidaires.

C'est ce dernier axe qui est promu, en répondant aux besoins des Franciliens les plus en difficulté sur la totalité du territoire dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

La Région soutient pour les initiatives des acteurs sociaux, déclinées dans une grande partie de ses champs d'intervention, parmi lesquels l'économie sociale et solidaire et l'environnement, pour faire de l'Île-de-France une terre d'engagements et d'innovations. L'innovation au bénéfice des plus fragiles est un des objectifs clés de la Région Île-de-France, le développement des nouvelles technologies devant en particulier bénéficier à toutes et tous dans le cadre d'une smart région solidaire.

Avec l'adoption de stratégie en faveur de l'économie circulaire en septembre 2020, la Région vise à devenir un territoire leader en matière d'économie circulaire, et d'en faire un mode de développement, source de compétitivité et de relocalisation d'activités, de solidarité, d'innovation sociétale, et d'emploi.

La présente convention de partenariat renouvelle l'engagement de la Région Ile-de-France et du mouvement Emmaüs à poursuivre leur action en commun en faveur des solidarités.

Elle vient prolonger les deux premières conventions conclues avec Emmaüs France courant sur la période 2017-2020, puis de 2021 à 2024, et vise à poursuivre le renforcement des actions et des champs d'intervention communs de la Région et d'Emmaüs, engagés depuis plusieurs années.

Cette convention-cadre s'inscrit en complément des conventions sectorielles passées entre la Région et des groupes appartenant au mouvement Emmaüs, déjà adoptées ou à venir.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Emmaüs et la Région Ile-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à poursuivre leur travail conjoint pour une Région circulaire et solidaire.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens en matière de solidarité, d'emploi, de formation, de cadre de vie, de développement durable. Ce partenariat a pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail en commun.

La présente convention s'inscrit dans la continuité des précédentes mises en œuvre depuis et constitue ainsi un support des actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties.

Les thématiques de partenariat sont définies conjointement, avec une priorité d'intervention en faveur des publics défavorisés et vulnérables, selon les axes suivants :

- ☛ **Développer les outils d'insertion en faveur des publics précaires** : accès aux marchés publics pour les structures d'insertion par le travail, accès à la culture, lutte contre la précarité de la jeunesse, promotion de l'égalité des chances par l'accompagnement, l'appui à l'orientation et à l'insertion des publics décrocheurs et les plus éloignés de l'emploi, égalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes, TIG collectifs et ferme d'accueil de fin de peine.
- ☛ **Favoriser une économie sociale et circulaire francilienne** : travail avec les éco-organismes, professionnalisation de la filière réemploi face à la concurrence mondiale, recyclage et aide à la filière upcycling, partage du diagnostic territorial, favoriser la transition écologique de la flotte de véhicules, développement des jardins partagés sur le volet de l'agriculture urbaine, contrats Eau trame verte et bleue climat, développement de la biodiversité, projet d'industrialisation du recyclage, conventions

d'affaires avec la Région, orientation vers les filières des métiers sanitaires et sociaux.

- ☛ **Soutenir les projets d'investissements des bâtiments des structures Emmaüs** : site de lieux de vie (hébergement, accueil de jour) à caractère innovant pour les personnes précaires ou à destination des femmes, site des lieux d'activités économiques et l'économie circulaire, mobilisation du foncier EPFIF.
- ☛ **Transversalité du numérique** : aide à l'essaimage des formations numériques inclusives, soutien à la filière solidaire de réemploi d'équipements numériques de la Collecte.tech, accélération des filières de réemploi avec la recherche et développement d'innovation et de POC, mise en œuvre des formations au reconditionnement, accompagnement et équipement numérique des femmes en difficulté et des jeunes, ouverture d'espaces de solidarité numérique.

Emmaüs et la Région Ile-de-France s'accordent la possibilité de mettre en œuvre des réunions thématiques afin approfondir les possibilités de partenariat sur des sujets émergents.

ARTICLE 2 - Comité de suivi

La présente convention a également pour objet de poursuivre la tenue du comité de pilotage, qui a en charge le suivi des relations entre le mouvement Emmaüs et la Région. Ce comité permet de faire vivre une démarche transversale couvrant l'ensemble des thématiques partagées.

Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de suivi peut être présidé par la Vice-présidente en charge des solidarités, de la santé et de la famille ou son représentant, avec la participation éventuelle d'autres vice-présidents, en fonction des thématiques concernées. Ce comité se réunira au moins une fois par an.

Des comités techniques thématiques peuvent être organisés pour renforcer les interactions entre les différents services et entités d'Emmaüs.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Ile-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- ☛ Mettre en place le comité de pilotage précité ;
- ☛ Informer Emmaüs des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, des solidarités, de l'environnement, de l'économie circulaire, du numérique, de l'information à l'orientation, à l'accompagnement et à l'insertion des publics précaires, dont les étudiants, les décrocheurs et les plus éloignés de l'emploi, notamment les jeunes des quartiers populaires et des territoires ruraux ; réfléchir ensemble à des modalités d'information des dispositifs de la région vers les groupes Emmaüs.
- ☛ Soutenir, dans le cadre des dispositifs régionaux existants et sous réserve du vote de l'assemblée délibérante, l'action d'Emmaüs en faveur :
 - ☛ De la réduction des quantités de déchets et du développement de l'économie circulaire, notamment concernant les filières bâtiment, textile, ameublement et DEEE ;
 - ☛ Des actions mises en œuvre pour réduire les inégalités, la grande pauvreté et l'accueil inconditionnel et digne ;

- De la mise en œuvre du plan vert, incluant des actions en faveur de la biodiversité, des trames vertes et bleues, de la gestion alternative de l'eau s'appuyant sur les capacités des milieux naturels ;
- Apporter son concours aux actions menées par Emmaüs, notamment en lui mettant à disposition des salles pour la tenue des différentes réunions liées à son fonctionnement, sous réserve de disponibilité et des nécessités du service public ;
- Informer Emmaüs des manifestations organisées par la Région en faveur de la solidarité, de l'économie circulaire et de l'orientation vers les formations et métiers du sanitaire et social, et si nécessaire le consulter et l'associer.

ARTICLE 4 - Engagements d'Emmaüs

En contrepartie, Emmaüs s'engage à :

- Poursuivre la coordination régionale interne du mouvement Emmaüs, de manière à permettre une identification aisée des interlocuteurs par les institutions publiques et une meilleure connaissance des actions conduites sur le territoire francilien par les groupes franciliens du mouvement Emmaüs ;
- Coordonner l'action des Emmaüs franciliens en matière de déchets, développer les relations entre les Emmaüs et les collectivités territoriales, professionnaliser le volet déchets des Emmaüs (traçabilité, réparation, fabrication), engager Emmaüs à atteindre des objectifs de collecte, réparation, réemploi et réutilisation ;
- Fournir régulièrement à la Région d'Ile-de-France des rapports de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales et notamment à l'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets ; à transmettre à la vice-présidente en charge des Solidarités des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou le conseil régional réuni en séance plénière.
- Se rendre disponible pour être auditionné sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux du Conseil régional par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain et à l'existence du réseau Emmaüs, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire le consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;
- Convier la Présidente du Conseil régional ou son représentant à une rencontre annuelle des représentants des groupes d'Emmaüs d'Ile-de-France afin d'échanger sur les enrichissements réciproques apportés par la convention ;

ARTICLE 5 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

Emmaüs s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par la Région.

La Région Ile-de-France s'engage à communiquer sur les actions d'Emmaüs soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 - Clause éthique

Emmaüs s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 7 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 8 - Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France
d'Emmaüs France

Pour Emmaüs

Bruno MOREL
Président

ANNEXE

I. Présentation du mouvement Emmaüs

Créé en 1949, le Mouvement Emmaüs place le projet social et la solidarité bien avant les logiques économiques ou individualistes et promeut un modèle de société alternatif, où le travail et la vie en communauté permettent de se (re)construire tout en aidant les autres.

Ce Mouvement, qui rassemble aujourd'hui plus de 38 000 personnes (bénévoles, Compagnes et Compagnons, salariés et salariés en insertion) dans toute la France, est également présent dans 37 pays du monde. En constante évolution, il est à la fois une fabrique d'innovations sociales et un front engagé qui milite en faveur d'une société plus juste et plus écologique, notamment grâce à son activité historique de collecte, de réemploi et de revente d'objets.

L'association Emmaüs France est constituée aujourd'hui de nombreuses structures organisées en trois pôles d'activités :

La branche communautaire

Les communautés Emmaüs, aujourd'hui au nombre de 125 en France, sont le projet central du mouvement Emmaüs. Les communautés sont des lieux d'accueil, de vie, de travail et de solidarité qui fonctionnent uniquement grâce à l'activité de récupération des compagnons d'Emmaüs, personnes exclues accueillies de façon « inconditionnelle » pour une durée indéterminée. Ces communautés ont une activité qui consiste à recevoir les dons des particuliers (meubles, vêtements, bibelots, vélos, etc.), à les remettre en état si besoin et à les revendre à un prix peu élevé. Les communautés accueillent aujourd'hui près de 3 880 personnes exclues. Ces personnes accueillies sont appelées « compagnons d'Emmaüs ». Elles sont autosuffisantes et ne reçoivent aucune subvention de fonctionnement. Depuis le 14 juillet 2009, les communautés Emmaüs disposent d'un statut reconnu par l'État.

La branche action sociale et logement

Composée principalement de :

- Emmaüs Solidarité, qui administre des centres d'hébergement sur l'Île-de-France et organise également des maraudes pour aider les personnes sans domicile fixe de la capitale ;
- La Fondation pour le logement des défavorisés, créée en 1988, qui agit « pour que les plus défavorisés trouvent à se loger dignement et durablement... » ;
- Emmaüs Habitat (anciennement HLM Emmaüs), une société de gestion de HLM ;
- Emmaüs Connect qui a vocation à agir sur toutes les dimensions de l'exclusion numérique et sociale ; équiper, former et réparer.
- Les SOS familles Emmaüs, qui luttent contre le surendettement en accordant aux familles en difficulté des prêts à taux zéro.

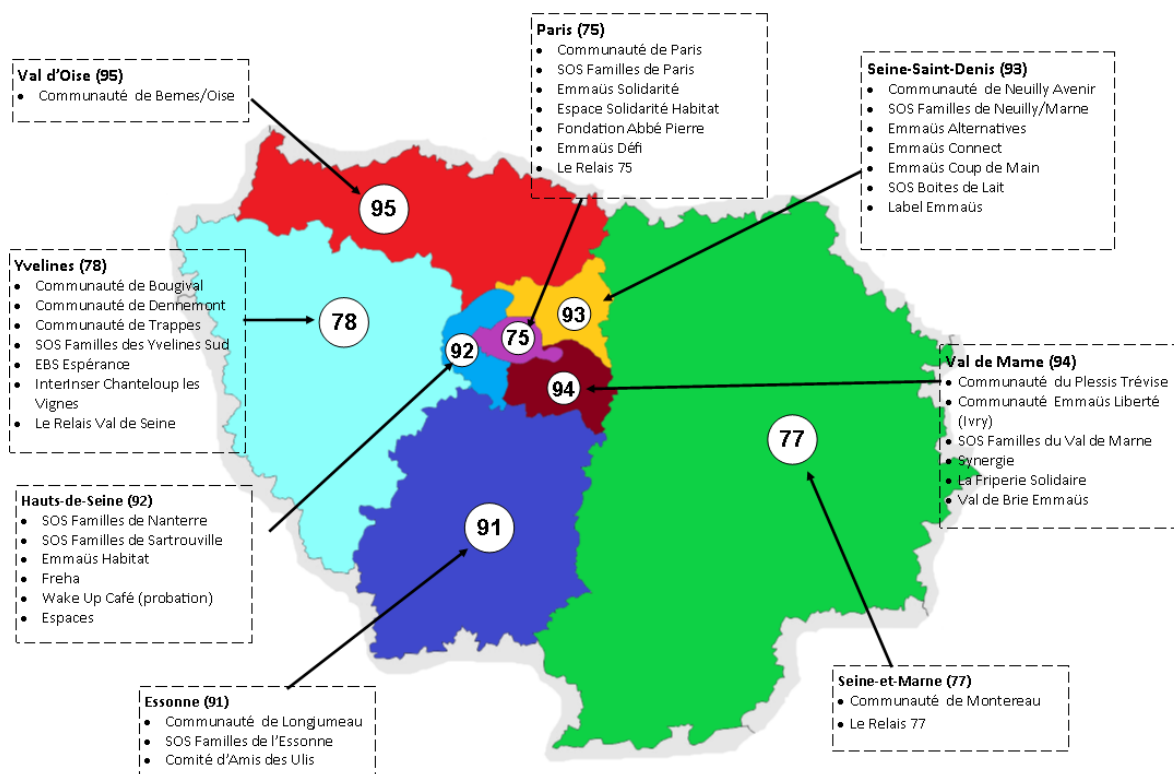
La branche économie solidaire et insertion

Les principaux types de structures sont les suivants :

- Les comités d'amis d'Emmaüs sont des associations constituées uniquement de bénévoles, fonctionnant sur le même type d'activités que les communautés, et reversant leurs bénéfices à la solidarité ;
- Les entreprises d'insertion, réseau d'entreprises sociales travaillant dans le recyclage et le réemploi du textile ;
- Les chantiers d'insertion dans différents domaines dont les espaces verts et les espaces naturels, le réemploi, ...

II. Cartographie du mouvement Emmaüs en Île-de-France

Liste des 35 groupes implantés sur la région : 10 Communautés , 5 SOS Familles, 8 structures Action Sociale et Logement, 1 Comité d'amis, 11 structures d'Insertion, soit 37 groupes implantés



Communautés Emmaüs

Emmaüs 95 (Bernes/Oise)
BOUGIVAL-PORT MARLY-
NANTERRE (78 / 92)
DENNEMONT (78)
LE PLESSIS TREVISE (94)
LONGJUMEAU (91)
BRIE (Montereau) (77 / 94)
NEUILLY AVENIR (93)
PARIS (75)
TRAPPES (78)
LIBERTÉ (Ivry) (Paris 94)

SOS Familles Emmaüs

ESSONNE (Longjumeau)
NANTERRE
SARTROUVILLE
VAL DE MARNE
(Charenton)
YVELINES SUD (Versailles)

Action sociale et Logement

EMMAUS ALTERNATIVES
(Montreuil)
EMMAÛS CONNECT (Paris
19^{ème})
EMMAUS HABITAT
(Clichy)
EMMAUS SOLIDARITE
(Paris 1er)
ESPACE SOLIDARITE
HABITAT (Paris 20^{ème})
SYNERGIE (Villiers/Marne
94)
FREHA (Clichy)
SOS BOÎTES DE LAIT
(Montreuil)

LES ULIS

Structures d'insertion Emmaüs

EBS Espérance (Chanteloup
les Vignes)
EMMAÛS DEFI (Paris 19^{ème})
ESPACES (Chaville)
COUP DE MAIN (Pantin)
INTERINSER
CHANTELOUP LES
VIGNES *
LABEL EMMAÛS (Noisy le
Sec 93)
LA FRIPERIE SOLIDAIRE
(94 / Paris)
LE RELAIS 75 * * (NPDC)
(Pantin)
LE RELAIS 77 * * (NPDC)
(Aubepierre 77)
LE RELAIS VAL DE SEINE
(Chanteloup 78)
VAL DE BRIE EMMAÛS
(Villiers/Marne 94)

* Membre du Relais France

* * Etablissement secondaire de



Comités d'Amis Emmaüs

III. Liste indicative de dispositifs et actions régionales susceptibles d'être mobilisés

Thématique	Sujets	Pôles de la Région concernés	Entités d'Emmaüs
Aide au bâti	Sites des lieux de vie (hébergement, accueil de jour) à caractère innovant pour les personnes précaires ou à destination des femmes MRS pour les sans-abris du métro	PS4	Emmaüs Habitat FREHA Communautés Emmaüs Solidarité Projet de ferme
	Lieu d'accueil et d'hébergement pour femmes en situation de précarité	PS4	Emmaüs Défi Alternative Emmaüs Solidarité Emmaüs France
	Sites des lieux d'activités économiques Sites des lieux d'activités de l'économie circulaire Foncier EPFIF	PEE/PARTE	EBS Emmaüs Alternatives Espace Le relais Val de Seine
Thématique	Sujets	Pôles de la Région concernés	Entités d'Emmaüs
Insertion des publics précaires et égalité des chances	Accès aux marchés publics et clause d'insertion	PFIN/PS4	EBS Le relais Val de Seine Emmaüs Coup de main
	Accès à la culture	PS4/Culture	Emmaüs Solidarité Emmaüs Habitat Emmaüs Défi Emmaüs France
	Lutte contre précarité de la jeunesse et la précarité étudiante	PS4 Pôle TRESOR	Emmaüs Défi Emmaüs Alternative / Emmaüs Synergie Emmaüs Solidarité Emmaüs France
	Information à l'orientation et accompagnement et de l'insertion des publics décrocheurs et les plus éloignés de l'emploi, notamment les jeunes des quartiers populaires et des territoires ruraux	Oriane	Emmaüs Défi Emmaüs Alternative / Emmaüs Synergie Emmaüs Solidarité Emmaüs France
	Egalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	PS4	Emmaüs Défi Emmaüs Alternative / Emmaüs Synergie Emmaüs Solidarité Emmaüs France
	TIG collectifs et ferme d'accueil de fin de peine	PS4 Sécurité	Emmaüs France Espace Communautés Emmaüs Habitat Emmaüs Solidarité

Thématique	Sujets	Pôles de la Région concernés	Entités d'Emmaüs
Economie Sociale et circulaire	Eco-organismes Réemploi avec le sujet de la professionnalisation face à la concurrence mondiale Recyclage, aide à la filière upcycling Diagnostic territorial Transition écologique sur la flotte de véhicules	PARTE/PEE	Entités disposant de l'agrément éco-organisme EBS Espérance Emmaüs Alternatives / CAE les Ulis Espace Le relais Val de Seine Emmaüs Défi / Emmaüs Habitat Emmaüs Connect Communautés
	Agriculture urbaine : développement des jardins partagés et accès aux marchés publics	PARTE PFIN	EBS Espérance Emmaüs Alternatives Espaces / Val de Brie Emmaüs / Emmaüs Solidarité Le relais Val de Seine
	Projet d'industrialisation du recyclage sur la Région Réemploi avec le sujet de la professionnalisation face à la concurrence mondiale Convention d'affaires de la Région	PEE/PARTE	EBS Espérance Le Relais Val de Seine Label Emmaüs Emmaüs Connect
	Transition écologique sur la flotte de véhicules des maraudes	PS4	Emmaüs Défi Communautés Emmaüs Solidarité FREHA
	Orientation vers les filières des métiers du social	Pôle TRESOR Pôle Lycée Oriane	Emmaüs Solidarité Emmaüs France
	Contrats Eau trame verte et bleue climat Développement de la biodiversité	PARTE	Espaces Emmaüs Habitat FREHA Emmaüs Solidarité

Thématique	Sujets	Pôles et services de la Région concernés	Entités d'Emmaüs
------------	--------	--	------------------

Thématique transversale du numérique	Aide à l'essaiage des formations numériques inclusives	PFFPA/PARTE	Label Emmaüs Emmaüs Connect
	La Collecte.tech : filière solidaire de réemploi d'équipements numériques	PARTE/PEE	Emmaüs Connect + ADB programme solidatech
	Accélérer les filières de réemploi: R&D de 8 innovations et POC en IDF (cofinancement ADEME et Ecologic, étude en cours du rôle de la Région)	PARTE	Emmaüs Connect
	Formations au reconditionnement	PFFPA	Emmaüs Connect
	Accompagnement et équipement numérique des femmes en difficulté	PS4	Emmaüs Connect
	Accompagnement au numérique (fake news, cyberharcèlement, 1ers pas vers l'emploi) et équipement des jeunes	PS4 Pôle Lycée Oriane	Emmaüs Connect
	Ouverture (travaux) d'espaces de solidarité numérique (6 actuellement en Ile de France), un futur Tiers lieux dédié au numérique solidaire et responsable en ouverture en 2027 Paris 19ième	PS4	Emmaüs Connect

Annexe 7 - Renouvellement de la convention avec la FNPC

Convention de partenariat

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

ET

La Fédération nationale de la Protection Civile, située au 14 rue scandicci, 93500 PANTIN
Représentée par son Président, Monsieur François Richez,
Ci-après dénommée « Protection Civile »,

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La Fédération nationale de la Protection Civile est une association créée en 1965 ayant pour vocation de participer, en temps de paix comme en temps de crise ou de guerre, à tous les efforts de secours, d'actions solidaires et sociales, ainsi que de formation au secourisme avec ses 32 000 bénévoles répartis sur 100 départements et 500 antennes locales.

En Ile-de-France, la Protection Civile représente plus de 2 100 bénévoles et 335 véhicules dont 83 ambulances répartis dans 58 antennes.

La Région Île-de-France est engagée depuis plusieurs années dans un plan d'ampleur inédit qui intègre la solidarité au cœur même de ses politiques publiques et donc de son intervention sur le territoire francilien, avec l'objectif d'agir efficacement contre les fractures sociales et territoriales. La Région Solidaire protège chacun sans distinction, n'oublie pas les invisibles et agit pour que personne ne soit isolé en veillant aux problématiques sanitaires intrinsèquement liées aux inégaux sociales.

Pour pallier l'impact social des crises successives et du changement climatique, la Région Solidaire est plus que jamais mobilisée aux côtés des acteurs associatifs pour répondre aux besoins urgents qui se sont fait sentir sur le territoire et intervenir aux interstices de la solidarité.

Afin de poursuivre et de renforcer cette ambition solidaire, la Région s'appuie sur l'expertise de grands acteurs de la solidarité par une politique de contractualisation stable, dans un cadre pluriannuel.

Dans cette perspective, le renouvellement de la présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Île-de-France et de la Protection Civile à poursuivre des projets communs afin de réduire les inégalités sociales sur le territoire.

Cette convention-cadre s'inscrit en complément des conventions sectorielles passées entre la Région et la Protection civile, déjà adoptées ou à venir.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet et mise en œuvre de la convention

La Protection Civile et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour une Région solidaire, au sein de laquelle la santé, la protection des populations et l'accompagnement des plus vulnérables sont érigés au rang de priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les populations pouvant faire face à des situations d'urgence, en matière de solidarité, de santé, de cadre de vie, d'insertion sociale, d'accès aux droits. Ce partenariat a ainsi pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région solidaire et protectrice.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent en particulier du champ de la lutte contre la pauvreté et la précarité, de la santé, de l'aide alimentaire, de l'accès aux droits, de la lutte contre l'isolement.

Ancré dans le cadre de la politique de Région Solidaire, ce partenariat s'articulera autour de trois axes principaux :

- Le soutien aux missions de protection des plus fragiles et en particulier aux maraudes. Les maraudes assurées par la Protection Civile, historiquement développées à Paris, se déploient en petite et en grande couronne. Le secours des personnes à la rue est un volet fondamental du soutien aux personnes très vulnérables, qui constitue une priorité de la Région Solidaire. Aussi, le développement sur tout le territoire francilien de maraudes, y compris des maraudes fluviales pour aller au plus près des personnes vivant sous ou dans les ponts, est un élément emblématique du partenariat.
- Le développement de la formation aux gestes de premiers secours, notamment dans les lycées et auprès des jeunes franciliens.
- en tant que pilote des formations sanitaires et sociales en Île-de-France pour les étudiants en formation initiale comme pour les demandeurs d'emploi, la Région souhaite associer la Protection Civile aux réflexions dans ce domaine.
- La mobilisation de la Protection Civile auprès des acteurs en charge des Maisons Région solidaire.

- Le soutien aux actions de solidarité climatique en faveur des franciliens vivant des situations de précarité du fait d'évènements climatiques extrêmes (grand froid, canicule, inondations, tempêtes...).

ARTICLE 2 - Comité de suivi

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l'exécution de la présente convention et le suivi des relations entre la Protection Civile et sa délégation régionale Île-de-France et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par la Vice-présidente en charge des solidarités, de la santé et de la famille.

ARTICLE 3 - Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- Informer la Protection Civile des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés dans le cadre de ses actions de solidarité, de santé et de secourisme ;
- Associer la Protection Civile aux dispositifs mis en place pour lutter contre les crises sanitaires et sociales.
- Soutenir en particulier l'engagement de la Protection Civile en faveur :
 - du développement de projets afin de réduire les inégalités sociales et de santé ;
 - de l'accueil inconditionnel et digne des personnes démunies dans le cadre de l'aide alimentaire et de l'accompagnement vers la réinsertion ;
 - des actions de secours et de soutien au profit des franciliens en situation de précarité notamment en période d'évènement climatique.
- Soutenir les interventions de la Protection Civile dans le cadre d'évènements particuliers touchant les plus vulnérables, notamment dans le cadre du renouvellement du parc automobile afin de rendre plus efficaces les interventions de premier secours ;
- Informer la Protection Civile des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la solidarité, et autant que nécessaire les consulter et les associer.

Le soutien régional s'entend sous réserve du vote des élus et dans la limite des crédits disponibles au budget régional.

ARTICLE 4 - Engagements de la Protection Civile

La Protection Civile s'engage à :

- Participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une région solidaire à partir des thématiques prioritaires identifiées ;
- Développer des actions de solidarité dans les zones identifiées comme zones blanches ;
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour, sur les questions liées à son champ de compétences, alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'évènements et manifestations en lien avec la présente

convention et si nécessaire la consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;

- Transmettre à la Vice-présidente en charge des Solidarités un bilan annuel des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou l'assemblée régionale réunie en séance plénière.

ARTICLE 5 - Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La Protection Civile s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et à assurer la présence du logo de la Région sur les supports d'information et de communication relatifs aux actions qu'elle soutient.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions menées par la Protection Civile soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 7 - Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour la Protection Civile

François Richez
Président de la Fédération Nationale de la Protection Civile